DIAL 3206 - Figures de la révolte (2)

ARGENTINE - Manifestation de la classe ouvrière, révolte populaire et insurrection urbaine : le Cordobazo de 1969

James P. Brennan & Monica B. Gordillo

samedi 15 septembre 2012, mis en ligne par Dial

Dans le numéro de mars 2012, nous avons initié, avec la publication d'un article sur le Caracazo [1], une nouvelle série thématique – « Figures de la révolte » – consacrée aux révoltes, émeutes et soulèvements populaires en Amérique latine. Dans ce numéro, nous continuons la série avec deux nouveaux textes consacrés au Cordobazo (1969) et, plus rapidement, aux différentes émeutes urbaines dans l'Argentine de la deuxième moitié du XXe siècle. Il était difficile de trouver un texte rendant compte de manière approfondie des évènements qui ont secoué Córdoba, deuxième ville industrielle du pays, les 29 et 30 mai 1969. Selon les positions politiques des auteurs et autrices, les relectures des émeutes divergent fortement. Nous avons choisi ce texte, long et détaillé, pour sa précision dans le récit des faits et la situation qu'il propose des différents acteurs impliqués. Il a été co-écrit par James P. Brennan, actuellement professeur d'histoire à l'université de Californie - Riverside, et Monica B. Gordillo, professeure d'histoire à l'Université nationale de Córdoba (Journal of Social History, *1994) [2].*

[...] [3]

Le régime

En 1955, un coup d'État renverse le gouvernement de Juan Domingo Perón, marquant ainsi le début d'une période de démocratie restreinte et d'une succession de régimes militaires et civils faibles. L'interdiction de la principale force politique du pays, le péronisme, a privé tous les gouvernements de l'époque de la légitimité dont ils avaient besoin pour résister à l'opposition et aux intrigues des autres acteurs politiques de la société argentine et pour se maintenir au pouvoir. Et l'illégitimité dans laquelle se trouvait le parti péroniste a forcé ses partisans à user de moyens non parlementaires et à adopter des pratiques, notamment dans la classe ouvrière, qui justifiaient une action directe et un militantisme ouvrier. La société était de plus en plus divisée quant à sa vision de l'avenir et à ses pratiques politiques entre « pro-peuple » et anti-peuple », entre péronistes et anti-péronistes, polarisation qui nuisait au dialogue politique et aux compromis qui vont de pair avec les voies constitutionnelles normales.

Le coup d'État du 28 juin 1966 qui mit un terme au gouvernement de tendance radicale du président Illia (1963-66) instaura le régime le plus autoritaire que le pays ait connu malgré un passé récent peu teinté de démocratie et ne fit qu'exacerber les frustrations et le sentiment d'exclusion qui régnaient chez la classe ouvrière péroniste et dans une partie croissante de la société argentine. La « Révolution argentine » du général Juan Carlos Onganía, pour reprendre la terminologie employée par les organisateurs civils et militaires du coup pour qualifier la dictature, annonçait haut et fort la volonté d'en terminer avec la vénalité des hommes politiques issus de la société civile et d'engager un processus de transformation profonde de la société argentine. Dans ce but, le gouvernement fit disparaître presque toutes les formes

de participation politique. Le Congrès fut abrogé, les partis politiques interdits et toutes les formes d'opposition et de contestation réduites au silence par l'intimidation [4]. Qui plus est, le gouvernement se garda bien de promettre un quelconque retour à la démocratie, évoquant un processus en trois temps (« *los tres tiempos* ») – l'économique, le social et le politique – avec une certitude toute comtienne sur les évolutions à venir de son programme autoritaire. De même, il employa le terme « révolution », pour donner non seulement l'illusion d'un changement systémique, mais aussi l'impression d'un processus social à la durée illimitée. Dans un pays où l'intérêt et la participation politiques, sous une forme ou une autre, étaient élevés, les prétentions autocratiques du régime dépassèrent rapidement les limites acceptables y compris pour ceux qui avaient soutenu au départ le renversement de l'incapable président Illia.

Un des principaux objectifs du régime, étroitement lié à son autoritarisme politique, résidait dans la modernisation de l'économie. Le programme économique du gouvernement reposait pour une bonne part sur l'affaiblissement du mouvement ouvrier en tant que vecteur du pouvoir de la société civile et obstacle aux plans échafaudés pour rationaliser les structures économiques nationales et attirer des investisseurs étrangers. Le gouvernement décida de geler les salaires et établit un mécanisme d'arbitrage obligatoire pour les conflits du travail autour de cette question, ce qui revenait en fait à interdire les grèves. Il supprima d'autre part des milliers d'emplois dans diverses branches du secteur public, comme les chemins de fer et le port de Buenos Aires, en créant plus généralement un climat qui encourageait les entreprises à réduire leurs coûts de main-d'œuvre. Les dirigeants syndicaux péronistes qui avaient initialement bien accueilli le coup d'État, comme Augusto Vandor de l'Unión Obrera Metalúrgica (UOM), se virent obligés de faire barrage au régime quand ils eurent compris que le gouvernement Onganía ne rétablirait pas, comme ils l'espéraient, l'alliance entre les forces armées et les syndicats qui avait caractérisé les gouvernements péronistes des années 1940 et 1950. Le 1er mars 1967, la CGT dominée par le courant Vandor appela à une grève générale pour protester contre la politique du travail d'Onganía. Celui-ci lui répondit en privant six des principaux syndicats du pays, dont l'UOM, de leur personnalité juridique (« *personería gremial* ») et en suspendant toutes les négociations collectives jusqu'au 31 décembre 1968, au grand désespoir du mouvement syndical [5].

L'incapacité de Vandor et des dirigeants syndicaux en place de résister efficacement aux mesures prises par le gouvernement contre le monde ouvrier explique en grande partie l'émergence d'un mouvement syndical dissident, la CGT des Argentins (CGTA), lors du congrès national de la CGT en mars 1968. Les mobilisations de la CGTA allaient jouer un rôle important dans les événements qui conduisirent au Cordobazo. La CGTA, dirigée par Raimundo Ongaro, du syndicat des imprimeurs de Buenos Aires, mit à profit l'esprit de résistance encore vivace parmi la classe ouvrière péroniste et reçut le soutien de nombreux syndicats mécontents du pays, mais surtout dans les provinces, notamment celle de Córdoba. La grave crise qui touchait l'économie de cette province a également alimenté la rivalité qui opposait les dirigeants syndicaux de la deuxième ville industrielle du pays à ceux de Buenos Aires, et qui fut de nouveau illustrée par leur volonté d'adhérer à une CGT renégate contestant l'autorité de Vandor et d'autres chefs syndicaux.

Les politiques économique et du travail d'Onganía étaient particulièrement critiquées à Córdoba. Ainsi, dans l'industrie automobile, très importante en Argentine, l'entreprise Industrias Kaiser Argentina (IKA), appelée à devenir IKA-Renault, avait profité de la politique du travail stricte suivie par le gouvernement et avait déjà diminué les salaires, dès le début 1967, de quelque 20 %, licencié près de 1 000 travailleurs et régulièrement raccourci la semaine de travail, ce qui eut naturellement un effet dommageable sur les revenus mensuels des travailleurs. En outre, toutes ces mesures se voulaient simplement une première étape dans la lutte générale contre les coûts salariaux [6]. De même, l'UOM locale vivait une année désastreuse avec l'annonce de faillites presque toutes les semaines dans le secteur des pièces détachées, très dépendant de l'industrie automobile, tandis que le syndicat stratégique de l'électricité (Luz y Fuerza) faisait face à une rationalisation de la société d'électricité publique provinciale, Empresa Provincial de Energía Eléctrica de Córdoba (EPEC), qui aboutit à la mise à pied de personnel, à une réduction de la durée des semaines de travail et à un projet de transfert du développement de l'énergie nucléaire entre la province et le gouvernement central [7].

Les syndicats

L'arrivée d'entreprises automobiles étrangères au milieu des années 1950 transforma l'économie locale et le mouvement ouvrier et fit de Córdoba en fin de compte un lieu propice à une grande mobilisation ouvrière. À Córdoba, le « nouvel ouvrier industriel », qui se concentrait dans les usines automobiles de la ville, évoluait dans un environnement sensiblement différent de celui de la plupart des ouvriers argentins. La principale caractéristique du syndicat de l'automobile, le Sindicato de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor (SMATA), résidait dans son autonomie et son indépendance à l'égard de Buenos Aires. Bien qu'appartenant à une structure centralisée et, donc, techniquement assujetti au contrôle du bureau central de Buenos Aires, il jouissait dans les faits d'une quasi-indépendance.

Celle-ci était essentiellement due à la décentralisation du processus de négociation collective dans l'industrie automobile. Contrairement aux secteurs du textile, de la métallurgie et, en réalité, à la plupart des industries de l'Argentine, il n'existait aucun accord collectif national dans la filière automobile. En revanche, des accords étaient négociés entreprise par entreprise. Ce système offrait aux multinationales de l'automobile la souplesse voulue sur un marché extrêmement instable mais rendait aussi le syndicat de Córdoba plus tributaire du soutien de sa base et ses dirigeants plus responsables envers les travailleurs qu'ils représentaient. La gestion interne du SMATA, plus démocratique, et sa tradition de concertation et de mobilisation en firent un des syndicats les plus actifs du pays dans les années 1960. L'existence de délégués, de commissions paritaires et d'assemblées ouvertes à tous eut pour effet d'accroître nettement la participation des travailleurs aux affaires syndicales, comme en témoignent les taux de syndicalisation élevés (supérieurs à 90 % de la main-d'œuvre en 1969), la forte participation des travailleurs aux élections syndicales (plus de 85 % des syndiqués entre 1962 et 1966), et la participation massive des travailleurs aux mobilisations ouvrières de la décennie, dont le Cordobazo ne fut que l'apogée [8]. La résistance du syndicat aux mesures disciplinaires décrétées à Buenos Aires fut également renforcée par une modification des statuts du SMATA décidée en 1968 grâce à l'insistance de la section de Córdoba, modification qui retreignait le pouvoir du bureau central pour sanctionner les sections locales rebelles et qui, surtout, se traduisait par une large décentralisation financière donnant aux sections locales un contrôle presque entier sur les fonds du syndicat [9].

De même, d'autres syndicats de Córdoba n'étaient pas astreints aux restrictions souvent imposées par la direction aux sections locales, et étaient plus réactifs aux pressions de la base. Le syndicat stratégique de l'électricité, qui avait l'avantage d'appartenir à une structure fédérale, exerçait ainsi un contrôle presque complet sur l'argent du syndicat, pouvait mener des négociations collectives et était libre d'administrer les élections et les services sociaux internes comme il l'entendait. Sa taille relativement petite – le nombre d'adhérents n'ayant jamais dépassé 3 000 –, et la présence bénéfique, durant toutes ces années, d'un président, Agustín Tosco, qui possédait un grand prestige, une intégrité infaillible et de profondes convictions démocratiques contribuèrent également à une gestion démocratique participative et à la présence d'une direction très sensible à l'humeur changeante de la base [10].

Évaluer l'effet de l'existence de ces structures plus indépendantes et démocratiques sur le rôle dirigeant exercé par ces syndicats dans le Cordobazo est une question complexe. Dans le cas du SMATA comme dans celui de Luz y Fuerza, l'existence d'une conscience syndicale profonde, d'une identification étroite entre les travailleurs et leur organisation, favorisa la résistance aux attaques du régime contre l'autonomie et les privilèges du syndicat. Cette « conciencia sindical » était elle-même le produit de diverses influences. À Luz y Fuerza, la composition de la main-d'œuvre, largement issue des rangs de la classe moyenne et ayant suivi des études universitaires, rendait les membres particulièrement sensibles à la privation des libertés démocratiques sous le régime Onganía. Le fait de travailler dans une entreprise de service public et l'exposition aux effets jugés dommageables du modèle économique actuel sur la formation d'un réseau électrique national entièrement intégré ont conduit à effectuer un rapprochement sans précédent entre les droits syndicaux et les problèmes de développement de l'économie nationale.

Le fonctionnement, par exemple, d'un système de taux qui favorisait alors nettement les gros acheteurs, c'est-à-dire surtout les entreprises automobiles étrangères, au détriment des petites entreprises locales et des particuliers contribua à transformer le mécontentement du syndicat en une position anti-impérialiste.

Ainsi, pour les travailleurs de l'électricité, les problèmes vécus par leur branche prirent une teinte idéologique et politique qui se conjugua à leurs propres revendications concernant la perte des droits syndicaux et qui encouragea leur syndicat à contester le régime [11]. Au SMATA, l'activisme acharné des dirigeants péronistes avait non seulement apporté au syndicat des avantages comme la stabilité de l'emploi et la révision trimestrielle de l'indice du coût de la vie (« *cláusula gatillo* ») dans tous les accords collectifs, mais aussi coloré toutes ces avancées d'une idéologie syndicale qui mettait en valeur l'autonomie du SMATA et les droits du syndicat à la cogestion ainsi qu'à une participation au travail de planification au titre de l'héritage ouvriériste laissé par le péronisme [12].

Malgré la rigueur des mesures gouvernementales, les syndicats de Córdoba étaient donc plus en mesure de contester le régime que ne l'étaient la plupart des syndicats argentins. Néanmoins, le mouvement ouvrier de Córdoba présentait de profondes divisions et la coopération dont les syndicats allaient faire preuve durant les mois précédant le Cordobazo était essentiellement le fruit des crises touchant les différents secteurs d'activité. Le mécontentement des travailleurs du SMATA et de Luz y Fuerza face aux mesures spécifiques du régime et à leurs mauvais effets sur la situation de la base syndicale conduisit les dirigeants à durcir leur position entre 1966 et 1969 mais aussi à chercher des alliés auprès d'autres syndicats. Pour les travailleurs des usines IKA-Renault, la suspension des droits de négociation collective et les atteintes brutales à toutes les formes de protection syndicale, notamment celles touchant à la stabilité de l'emploi et aux revenus, débouchèrent sur des troubles sociaux et des manifestations violentes entre 1966 et 1969. Parallèlement, la multinationale Renault entreprit une rationalisation de ses usines après avoir racheté IKA fin 1967, ce qui bouleversa profondément les méthodes de travail en place et accrut les cadences de production [13].

Pour les travailleurs du secteur de l'électricité, l'influence dont leur syndicat jouissait sur l'EPEC, comme en témoignaient les gains régulièrement obtenus dans les négociations collectives et le rôle considérable joué par le syndicat dans l'administration de l'entreprise, prit fin avec le coup d'État de 1966. Le refus du régime de confier à l'EPEC la construction de la centrale nucléaire de Río Tercero, préférant s'en remettre à une instance du gouvernement fédéral, eut pour effet d'exacerber le sentiment régionaliste et d'irriter les syndiqués profondément attachés à assurer la continuité de l'entreprise d'électricité publique.

Leur crainte que l'EPEC soit vouée à une privatisation globale se confirma lorsque le gouverneur local nommé par le régime mit la main sur toutes les nominations à la direction de l'EPEC [14]. En conséquence, alors que le SMATA et Luz y Fuerza dominaient les factions rivales vandorista et ongarista, respectivement, dans le mouvement ouvrier local, au début de mai 1969, elles collaboraient activement et préparaient ensemble la manifestation de la fin du mois.

Le rôle moteur que le SMATA et Luz y Fuerza allaient jouer dans le Cordobazo s'expliquait dans une large mesure par leurs structures plus indépendantes et démocratiques ainsi que par le besoin et la volonté croissants de leurs dirigeants de répondre aux attentes changeantes de la base. La tradition de militantisme et de mobilisation qui caractérisait les deux syndicats leur permit d'ancrer dans le concret le mécontentement déclenché chez les travailleurs par la dictature d'Onganía. Toutefois, même des syndicats qui ne pratiquaient pas ces méthodes de gestion interne, comme l'UOM ou le syndicat local des chauffeurs d'autobus, l'Unión Tranviarios Automotor (UTA), furent aspirés dans le vaste mouvement d'opposition des ouvriers au régime et occupèrent une place centrale dans les manifestations de mai.

Une fois encore, l'existence de ce large front d'opposition s'explique certainement en partie par les problèmes spécifiques à chaque secteur d'activité. Les faillites provoquées, par exemple, dans l'industrie locale des pièces détachées par le modèle économique du régime, la disparition presque complète des obstacles à l'investissement étranger et la perte concomitante de protection pour les petites entreprises de la métallurgie s'accompagnèrent d'une offensive générale des employeurs contre les coûts salariaux. Une des causes du mécontentement des travailleurs fut le refus du bureau de Córdoba de l'association des employeurs, la Federación Argentina de la Industria Metalúrgica del Interior, d'abolir les décharges zonales contrairement à ce qui avait été convenu dans l'accord collectif passé avec l'UOM en 1966. Le système des décharges zonales permettait aux employeurs des provinces de baisser les taux de rémunération définis dans les contrats nationaux de l'UOM, avec pour conséquence que les ouvriers de la

métallurgie de Córdoba touchaient des salaires inférieurs de 20 % à ceux de leurs homologue de Buenos Aires [15]. De même, les chauffeurs d'autobus affiliés à l'UTA n'acceptèrent pas la faillite de leurs coopératives et la privatisation du réseau d'autobus urbain qui eut lieu au cours des mois précédant le Cordobazo et qui devait remettre sérieusement en question les classifications professionnelles et les régimes de retraite existants [16].

Cependant, la participation massive des ouvriers locaux au Cordobazo ne peut être attribuée uniquement à la défense d'intérêts. Il existait aussi dans cette classe ouvrière une tradition militante antérieure à l'avènement de la dictature d'Onganía et qui a influé sur la participation des syndicats au soulèvement. Les sources de cet activisme étaient non seulement industrielles, mais aussi politiques et culturelles. Au SMATA, la direction péroniste, sous la conduite d'Elpidio Torres, avait été contrainte, par les structures plus démocratiques du syndicat mais aussi par la présence d'une opposition de gauche critique dans les usines, d'adopter une attitude et un style combatifs pour conserver l'estime de sa base. La direction du SMATA expliquait dans son journal que chaque avancée obtenue dans les accords collectifs était le fruit d'une lutte acharnée, une victoire arrachée à un prédateur étranger, à ce monstre tentaculaire qui représentait l'entreprise. Pour contrer les positions plus intransigeantes de la gauche et l'attitude plus belliqueuse des délégués syndicaux marxistes, la direction péroniste du SMATA réclamait périodiquement la nationalisation d'IKA-Renault et exigeait publiquement, comme minimum, que les ouvriers participent à l'administration de l'entreprise. Torres et les dirigeants syndicaux contestaient par ailleurs certaines fonctions des cadres de la société, comme le droit de l'entreprise de limiter les heures supplémentaires [17]. Enfin, Torres renforça la ligne dure de la section locale du SMATA en participant très activement aux grèves et manifestations du courant péroniste, notamment après les premières tentatives d'implantation d'une structure syndicale chez les travailleurs de l'automobile peu expérimentés à la fin des années 1950 et au début des années 1960. En fait, plus que par les griefs d'une élite ouvrière déçue par le manque de mobilité sociale ou par des prédispositions révolutionnaires, l'activisme du SMATA dans les années antérieures au Cordobazo s'explique plus conventionnellement par une tradition ouvrière péroniste d'intransigeance, dans laquelle les revendications de la levée de l'interdiction frappant le parti et du retour d'exil de Perón jouaient un rôle central.

Le glissement vers une ligne dure et vers un affrontement avec les employeurs, de préférence à la négociation, à la demande récurrente d'une légalisation du parti péroniste et du retour d'exil de Perón, alla aussi dans le sens de la tactique adoptée par de nombreux syndicats de la ville pendant la période de formation du mouvement ouvrier moderne à Córdoba. Comme le SMATA, la section locale de l'UOM, dirigée par Alejo Simo, était un jeune syndicat dans une industrie jeune qui avait besoin, pour commencer, de se doter d'une tactique militante pour être reconnu comme un interlocuteur valable par des employeurs réticents et acquérir de ce fait ne serait-ce qu'un minimum de crédibilité auprès des travailleurs. L'établissement d'une structure syndicale solide était aussi nécessaire pour écarter la menace toujours présente d'une intervention du siège à Buenos Aires de la très centralisée UOM. Autrement dit, comme au SMATA et à Luz y Fuerza, la tactique syndicale était décidée avec une relative indépendance à l'égard de Buenos Aires ; toutefois, cela tenait non pas aux facteurs structurels qui encourageaient la liberté d'action dans ces syndicats mais aux calculs stratégiques de la direction destinés à préserver leur propre position. La domination, dans la section locale de l'UOM, de la ligne dure – les « orthodoxes » – permit au syndicat de rejoindre la CGTA anti-vandoriste et d'associer ses militants à ceux des syndicats militants de Córdoba [18].

En outre, les besoins tactiques immédiats des syndicats trouvèrent un écho dans la tradition syndicale récente de Córdoba. Un des bastions de la Résistance ouvrière péroniste se trouvait dans cette ville. Ses déclarations d'orientation les plus intransigeantes, conformes à la ligne dure du mouvement, la « Declaración de la Falda » de 1957 et le « Programa de Huerta Grande » de 1962, avaient été tous deux rédigés à Córdoba sous la lourde influence des délégations locales présentes.

La tendance à une ligne dure reçut également un soutien à Córdoba avec l'apparition du vandorisme et d'un mouvement syndical plus bureaucratisé parce qu'il s'appuyait sur des sensibilités régionalistes et sur la rivalité que les dirigeants syndicaux locaux nourrissaient à l'encontre de leurs homologues de Buenos Aires. Il s'y ajoutait enfin les priorités politiques de quelques syndicats tels que Luz y Fuerza qui s'étaient

joints à la CGTA et qui menaient l'opposition au régime, non seulement en réaction à l'agitation de la base ou pour renforcer leur pouvoir et déjouer l'opposition interne, mais à cause de véritables différences politiques avec le régime et d'une dissidence idéologique qui s'exprimait dans ses attaques contre Onganía et la bureaucratie du syndicat vandoriste [19].

Les étudiants

L'influence des caractéristiques propres de la société de Córdoba et de sa culture politique explique peut-être tout autant que les facteurs décrits l'importance numérique et la nature populaire de la manifestation.

La rivalité historique de Córdoba avec Buenos Aires s'était imprégnée des courants radicaux qui avaient germé dans la société argentine tout au long des années 1960, courants qui avaient encore gagné en vigueur après le coup d'État de 1966. L'esprit rebelle qui avait caractérisé la ville ces années-là touchait un grand nombre de groupes et de classes, mais c'est indéniablement dans le monde universitaire de Córdoba qu'il s'exprimait avec le plus de force. Les étudiants représentaient environ 10 % de la population de la ville et, depuis la réforme universitaire de 1918, la communauté estudiantine s'était habituée à un haut niveau d'autogestion, d'autonomie de l'université, et même à exercer une très grande influence dans la vie publique.

Malgré ces privilèges, le régime réprima l'université avec la même rigueur que celle qu'il avait employée contre le mouvement ouvrier. L'université fut placée sous le contrôle de l'État, les cours furent suspendus durant une année, des enseignants licenciées, et un climat de persécution, de conformisme et de médiocrité s'installa qui découragea toute tentative de discussion ou de contestation. Le régime réagit comme prévu dès les premières manifestations organisées contre sa politique universitaire par la Fédération universitaire de Córdoba (FUC), principale organisation qui coordonnait les actions des étudiants de l'université, en s'ingérant dans les affaires de la FUC et en interdisant toutes les organisations politiques d'étudiants [20].

Les mesures répressives du régime ne firent rien d'autre que pousser les militants étudiants dans la clandestinité, où leurs positions se radicalisèrent encore plus. L'idéologie anticapitalisme et le romantisme de la révolution étaient déjà profondément ancrés chez les étudiants. Leurs meneurs utilisaient des symboles puissants, comme la révolution cubaine, le Perón de l'exil et même Che Guevara, fils de Córdoba, dont la mort dans la jungle bolivienne en 1967 avait beaucoup marqué la population estudiantine locale, pour attirer de nouveaux militants et nourrir l'esprit de résistance au régime. Des groupes de guérilla tels que les Uturuncos, les Forces armées péronistes (FAP) ou les Forces armées de libération (FAL) avaient engagé la bataille et rallié à eux des cadres du milieu universitaire au cours des années précédant le Cordobazo. C'est en grande partie chez les étudiants que la « nouvelle gauche » montante et clandestine de Córdoba, qui rassemblait péronistes et marxistes, trouvait ses soutiens. Le Partido Comunista Revolucionario (PCR) et la Vanguardia Comunista (VC), le Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT), néo-trotskiste-léniniste, et la gauche péroniste, la Juventud Universitaria Peronista (JUP), par exemple, avaient réussi à s'implanter dans plusieurs départements de l'université.

Concernant les étudiants catholiques, nombreux à Córdoba, les théologiens de la libération montaient des groupes d'études qui constituaient les premiers organes d'opposition au régime et soutenaient des mouvements de défense des droits humains comme le Movimiento de Reivindicaciones por los Derechos del Pueblo, ce qui leur permettait de concilier leurs convictions religieuses avec des actions de contestation, voire révolutionnaires. La radicalisation, à Córdoba, de l'Église catholique argentine, célèbre pour son conservatisme, était en soi emblématique des changements survenus dans la ville durant ces années. Après la Conférence des évêques d'Amérique latine tenue à Mar del Plata en 1966, les théologiens de la libération avaient commencé à faire de belles percées à Córdoba, notamment dans les paroisses. Des prêtres radicaux s'étaient installés dans les quartiers les plus pauvres de la ville pour mener des campagnes d'alphabétisation et des programmes de services communautaires auxquels participaient des étudiants bénévoles. En 1968 fut organisé à Córdoba le premier congrès du « Movimiento de Sacerdotes del Tercer Mundo », événement qui marqua la naissance officielle de l'Église

radicale et qui encouragea beaucoup d'étudiants catholiques à entrer plus activement dans l'opposition politique [21].

Toutefois, la résistance clandestine étudiante s'exprimait principalement dans les deux organisations étudiantes qui avaient émergé de la FUC après son interdiction, le Frente Estudiantil Nacional, péroniste, et la Coordinadora Estudiantil en Lucha, marxiste, qui axaient l'une et l'autre leur opposition au régime davantage sur sa politique universitaire et le manque de démocratie dans le pays que sur la volonté d'instaurer le socialisme en Argentine. Si les étudiants participèrent massivement au Cordobazo, ils étaient en revanche assez peu nombreux en 1969 à avoir adhéré aux partis révolutionnaires et encore moins nombreux à y militer activement. De plus, à l'époque du Cordobazo, une grande partie de la gauche argentine avait temporairement adopté des programmes qui donnaient la priorité à la fin de la dictature et remettaient à plus tard la lutte pour le socialisme. La radicalisation de la vie politique à Córdoba tout au long de la décennie alimentait les critiques à l'encontre du régime, encourageait un plus grand nombre d'étudiants à militer et fournissait à certains un fonds idéologique pour s'opposer et s'affronter au régime. Cependant, le mouvement clandestin des étudiants de gauche ne se manifestera pleinement, et d'une manière tragique, qu'après le Cordobazo, lorsque beaucoup d'étudiants dissidents des années 1960 deviendront les révolutionnaires des années 1970. Le Cordobazo lui-même servit à cristalliser ces sentiments en une opposition idéologique et politique plus déterminée.

Ainsi, le résultat le plus significatif de la radicalisation des étudiants durant ces années a peut-être résidé moins dans l'essor du gauchisme parmi eux que dans l'opposition précise au régime encouragée par leurs organisations et leurs partis. Cette opposition non sectaire a également eu pour effet de multiplier les occasions de rapprochement avec la classe ouvrière péroniste de Córdoba, peu suspecte de radicalisme. En fait, l'alliance entre les travailleurs et les étudiants était née dans les premiers mois du régime lorsque Santiago Pampillón, étudiant en sciences de l'ingénieur et travailleur à temps partiel dans l'entreprise IKA, fut abattu par la police en 1966 lors d'une manifestation étudiante et de l'occupation du Barrio Clinicas, quartier historique du centre-ville et bastion traditionnel des étudiants de l'université. La CGT de Córdoba avait alors déclaré la grève générale pour protester contre la mort de Pampillón, exemple parmi beaucoup d'autres de la solidarité qui s'était nouée entre les étudiants et les travailleurs de la ville en quelques années [22].

Les mobilisations de la CGTA ne firent que renforcer cette alliance. Pour la première fois depuis la rupture historique survenue entre la classe ouvrière et les étudiants pendant le premier gouvernement Perón, les étudiants eurent accès aux locaux des syndicats, se mêlèrent aux travailleurs et furent traités plus ou moins comme des partenaires à part entière dans la mise sur pied d'une nouvelle alliance. Les étudiants travaillèrent beaucoup pour la CGTA durant ces mois, s'occupant des achats, imprimant des tracts et organisant des rassemblements, autant d'actions qui aidèrent à faire tomber les barrières entre travailleurs et étudiants et à maintenir la communication entre eux, et qui permirent aux étudiants de coordonner leur opposition au régime avec celle de la classe ouvrière locale [23].

Les événements

Au début de 1969, plusieurs incidents envenimèrent à Córdoba un climat politique déjà délétère. Les 11 et 12 janvier, les militants du mouvement syndical péroniste et de l'aile révolutionnaire du péronisme se rencontrèrent à Unquillo, à l'extérieur de la capitale, pour programmer l'étape suivante de la campagne de la CGTA. Sous l'influence de la délégation de Córdoba, le Congrès publia un document intitulé « Declaración de Córdoba » invitant à la constitution d'un vaste front de la société civile contre le régime [24]. Le même mois, le gouverneur nommé à Córdoba par Onganía, Carlos Caballero, présenta un projet destiné à encadrer dans la ville un mouvement ouvrier trop indiscipliné par le biais d'un organisme vaguement corporatiste, le Consejo Asesor Económico.

La proposition de Caballero exigeait que des représentants du mouvement ouvrier, des entreprises, de l'Église et de l'armée siègent au sein d'un conseil consultatif de pure forme, chose dont Caballero espérait naïvement qu'elle apaiserait le mécontentement croissant des travailleurs à l'encontre du régime et affaiblirait les revendications de plus en plus marquées pour le retour à la démocratie. Les travailleurs ne

furent naturellement pas convaincus par les arguments du gouverneur, représentant effectif du gouvernement, qu'ils accusèrent de soutenir les « brigades fantômes », célèbres bandes de policiers en civil et de voyous locaux qui employaient la manière forte pour forcer les syndicats à coopérer avec le gouvernement. L'augmentation des impôts fonciers et des taxes municipales décrétée par Caballero au cours des mêmes mois ne fit qu'intensifier le ressentiment de la classe moyenne, qui était déjà profond à cause du manque de libertés civiles, et qui s'ajouta ainsi à celui des travailleurs et des étudiants [25].

Les frustrations des travailleurs et des étudiants atteignirent un point de non-retour au début de mai. Le 6 du mois, l'UOM de Córdoba appela à une grève de vingt-quatre heures pour protester contre le système des décharges zonales, problème encore non résolu [26]. Le 12 mai, le régime abrogea le « *sábado inglés* » [« samedi anglais »], loi provinciale datant de 1932 qui accordait aux travailleurs de certaines industries locales le salaire d'une journée pleine pour une demi-journée effectivement travaillée le samedi. Avec cette abrogation, les salaires des travailleurs, déjà en forte baisse, diminuaient de 9 % par mois [27]. Le 14 mai, la manifestation des travailleurs du SMATA et des affrontements violents avec la police en signe de protestation contre l'action du gouvernement servirent de répétition générale pour le Cordobazo, le syndicat de l'automobile parvenant à maintenir la police à distance et à contrôler le centre-ville pendant plusieurs heures [28]. Les manifestations des ouvriers coïncidèrent avec l'agitation permanente des étudiants du pays, notamment dans les provinces. La mort d'un étudiant le 15 mai lors d'une manifestation à Corrientes déclencha à travers le pays une vague de mouvements étudiants qui durèrent une semaine et dont beaucoup reçurent le soutien des syndicats locaux. Les manifestations étudiantes des 17 et 21 mai à Córdoba servirent à élargir encore l'opposition des universités et des syndicats au régime [29].

L'esprit d'unité qui s'était manifesté dans la classe ouvrière l'année précédente atteignit un point culminant au cours du mois. Alors qu'au niveau national, les deux CGT rivales avaient appelé chacune de leur côté à une grève nationale le 30 mai pour protester contre les événements récents, à Córdoba les factions vandoriste et ongariste, enfermées dans une lutte sans merci pour le contrôle de la CGT locale, réussirent à s'entendre pour déclencher une grève générale de 48 heures à compter du 29 mai.

Des représentants du SMATA, de l'UOM, de l'UTA et de Luz y Fuerza, ainsi que de diverses organisations étudiantes, se réunirent le 28 mai pour arrêter la stratégie de la grève. Il fut convenu, à la suggestion de Tosco, d'organiser un *paro activo*, arrêt du travail à grande échelle, suivi d'une manifestation de rue pour afficher l'unité de la classe ouvrière de Córdoba et renforcer le militantisme des travailleurs locaux, au lieu d'opter pour la facilité d'une grève à domicile, le *paro matero*, préférée par Vandor et la CGT nationale [30]. Sinon, les plans conçus pour la grève étaient d'ordre général. Les travailleurs du SMATA, qui représentaient le plus fort contingent ouvrier du mouvement, reçurent pour instruction d'abandonner leur poste à dix heures le matin du 29 et de se diriger en plusieurs colonnes vers le siège de la CGT sur la place Velez Sarsfield, au centre-ville, avec pour consigne de manifester dans le calme puis de se disperser [31].

Dans les ateliers d'IKA-Renault, les délégués syndicaux de l'équipe du matin débrayèrent pour rassembler les travailleurs à l'extérieur de l'usine [32]. Avant de partir, les travailleurs emportèrent barres d'acier, outils, vis et écrous au cas où ils en auraient besoin dans des affrontements avec la police. Une fois dehors, environ 4 000 travailleurs de l'équipe du matin se joignirent à Torres et aux autres ouvriers qui attendaient.

Ensemble, ils se mirent en marche pour franchir les quelque huit kilomètres qui les séparaient du centre-ville. À mesure qu'ils traversaient les quartiers de Santa Isabel et Villa El Libertador, des travailleurs de l'UOM, d'autres usines d'IKA-Renault, des étudiants et même des citoyens ordinaires vinrent grossir leurs rangs, et c'est une colonne de quelque 6 000 personnes qui déboucha sur l'avenue Velez Sarsfield. Là eut lieu le premier affrontement avec la police, qui repoussa la colonne dans les quartiers adjacents de Nueva Cordoba et Guemes, réserves d'opposants étudiants et ouvriers, respectivement, quartiers où les travailleurs reçurent les premiers témoignages de solidarité de la part des habitants de Córdoba.

> « La réaction des gens a été incroyable, ils sont descendus dans la rue – même des femmes, de vieilles dames – et nous ont donné des allumettes, des bouteilles ou des balais pour nous aider à nous protéger. Tout le monde était dans la rue, des vieillards, des enfants, […] on sentait que c'était un moment spécial, joyeux, je dirais, avant que les choses dégénèrent. » [33]

La colonne dispersée se reforma ensuite sur le boulevard San Juan, près de sa destination finale, le siège de la CGT, et peu après la police ouvrit le feu, tuant un travailleur d'IKA-Renault, Máximo Mena. La colonne de manifestants chargea alors le cordon de police, ce qui eut pour conséquence de le dissoudre et de vider le centre-ville des forces de sécurité. Il y eut à ce moment-là une désorganisation du mouvement, qui se transforma en une révolte urbaine spontanée à laquelle participèrent tous les habitants de Córdoba. La nouvelle de la mort de Máximo Mena se répandit dans tous les quartiers du centre-ville et les travailleurs furent bientôt rejoints par des habitants de la classe moyenne qui avaient assisté à l'affrontement de leur fenêtre ou de leur balcon et qui partageaient l'indignation collective suscitée non seulement par la brutalité immédiate de la police mais aussi par trois années d'autoritarisme. Un étudiant présent sur les lieux fut stupéfait de voir des riverains sortir de chez eux chargés d'objets, « apporter des meubles et des matelas pour ériger des barricades et allumer de grands feux » qui serviraient de remparts contre la police [34].

Pendant ce temps, une autre colonne de travailleurs et d'étudiants, celle-là commandée par Tosco, avait marché du nord vers le centre-ville. À la colère des ouvriers d'IKA-Renault s'ajouta l'indignation de Luz y Fuerza, de l'UTA, et d'autres travailleurs que la police avait attaqués à coups de grenades lacrymogènes à l'extérieur des bureaux de l'EPEC où ils s'étaient rassemblés pour entamer leur marche. Lorsqu'elle eut atteint le centre-ville, après la mort de Máximo Mena, qui donna lieu à une scène de confusion et d'émoi, cette colonne se fondit dans la masse des manifestants. À treize heures, cent cinquante pâtés de maisons, soit presque toute la partie ouest de la ville, étaient occupés par les manifestants. Comme le SMATA et le siège de Luz y Fuerza se trouvaient dans la zone occupée, Tosco et Torres essayèrent d'abord d'organiser plus ou moins la manifestation. Mais cette révolte était née spontanément, évoluant avec le flux et le reflux de la lutte de rue, sans se soucier d'une véritable tactique. Les dirigeants syndicaux travaillaient en grande partie à l'aveugle, bien en peine de suivre le cours des événements, et encore moins de les maîtriser.

À la fin de l'après-midi, la manifestation est devenue destructrice. Sur l'avenue Colón, principale artère commerçante de la ville, les manifestants incendièrent les bureaux de Xerox, une succursale Citroën et beaucoup d'autres bâtiments. Dans la rue de La Cañada, à proximité, ils mirent à sac le club des élèves officiers. Les cibles de ces actes de destruction et leur nature n'étaient pas dus au hasard. Alors que, durant les manifestations des 17 et 18 octobre 1945, la classe ouvrière de plusieurs villes d'Argentine avait déversé sa colère collective, à la suite de l'emprisonnement de Perón, contre le Jockey Club, l'université et d'autres symboles de la bourgeoisie, en mai 1969 les travailleurs et les étudiants de Córdoba s'en prirent aux représentants du gouvernement et à son supposé allié, l'impérialisme étranger [35].

En outre, il n'y eut pas de destructions gratuites. Et le Cordobazo se caractérise par une absence notable de pillages. Les manifestants se livrèrent à des destructions mais pas à des saccages. De même, rares furent les cas de violence gratuite, et il n'y eut aucun acte de terreur sanguinaire du genre de ceux qui marquèrent une autre grande révolte urbaine survenue au XXe siècle en Amérique latine, le Bogotazo.

Dans la rue et sur les barricades, étudiants et ouvriers se mêlèrent librement durant tout l'après-midi. Mais Alberto, étudiant en architecture, avait très tôt remarqué des différences entre les façons dont les uns et les autres répondaient à la répression policière qui se déchaînait contre eux :

> « J'ai tout de suite observé une différence entre la manifestation des étudiants et celle des ouvriers […] Nous, nous habitions au centre-ville, le centre-ville nous appartenait ; le détruire, c'était détruire notre

> lieu de vie. L'ouvrier, lui, ne faisait qu'occuper le centre-ville, ce n'était pas son quartier, donc il n'hésitait pas ; s'il fallait y mettre le feu ou casser, il le ferait vu que c'était un territoire occupé ; il ne risquait pas de brûler la voiture d'un ami. Ce n'était pas le cas pour nous. » [36]

Les ouvriers, accoutumés à des affrontements de cette nature, avaient une approche beaucoup plus expéditive de la manifestation, comme en témoigne le fait que, malgré la répression dont ils faisaient l'objet et malgré leur participation massive et enthousiaste des premières heures de la révolte, ils furent nombreux, voire la majorité, à abandonner les barricades avant la fin de l'après-midi. Le sentiment d'être arrivés au terme de leur journée de travail et à l'heure de retrouver femme et enfants dans leur foyer, avec toutefois la satisfaction d'avoir pris part à une manifestation de plus, fut plus fort que le désir de rester dans le centre-ville. Tandis qu'ils se repliaient dans leurs banlieues ou dans les quartiers de l'est, du sud et du nord de la ville, beaucoup comprirent pour la première fois l'importance des événements de la journée. Les bâtiments en ruine, les carcasses de voitures, les bris de verre dans les rues, les barricades et les feux de camp créaient une impression de ville en état de guerre.

Bon nombre de dirigeants syndicaux appréhendaient aussi désormais de poursuivre la manifestation. Les dirigeants de l'UOM se retirèrent dans le sanctuaire du siège de leur syndicat, dans le quartier plus sûr de l'est de Córdoba, et cessèrent leur participation aux événements [37]. Elpidio Torres, qui se trouvait dans les locaux du syndicat depuis le début de l'après-midi, était passé tour à tour par des phases d'euphorie, de mauvaise humeur et de mélancolie. À la suite des incendies de l'avenue Colón, il avait rompu toute communication avec Tosco et les autres chefs syndicaux et avait arrêté pendant plusieurs heures d'intervenir directement dans la manifestation, privant ainsi le mouvement du seul leader syndical – mis à part Tosco – qui aurait peut-être pu rétablir un certain niveau d'organisation dans la manifestation des travailleurs [38].

Toutefois, des milliers de travailleurs ne quittèrent pas le centre-ville et la classe ouvrière resta le principal acteur des manifestations et de la résistance. Les quartiers étudiants Barrio Alberti et, surtout, Barrio Clínicas étaient devenus les épicentres de la révolte, et Tosco et les leaders étudiants essayaient d'y organiser la résistance des travailleurs et des étudiants, tâche facilitée par leur connaissance des quartiers puisque ces derniers avaient été le théâtre de nombreuses manifestations étudiantes dans le passé. Des sympathisants venus d'autres parties de la ville se joignirent aux manifestants. Un prêtre radical de Córdoba, le père Erio Vaudagna, arriva avec un petit groupe de ses paroissiens. Un étudiant qui habitait près du Barrio Clínicas, Jorge Sanabria, se retrouva sur la barricade en compagnie non seulement de ses camarades mais aussi de travailleurs, d'hommes d'affaires et même de femmes au foyer, parmi lesquels il reconnut beaucoup de ses voisins, et qui n'avaient pris part à aucune des manifestations étudiantes auparavant [39]. Une foule de manifestants envahit les rues de la ville. Tosco estima par la suite à 50 000 le nombre total de participants durant ces heures dans le Barrio Clínicas. Un affrontement avec l'armée, la police ou les deux semblait alors inévitable [40].

Dans les faubourgs de l'ouest de Córdoba, le général Sánchez Lahoz, sur ordre d'Onganía et du commandant en chef de l'armée de terre, le général Alejandro Lanusse, décréta un couvre-feu et prépara des troupes du troisième corps d'armée, basé à Córdoba, à marcher sur la ville. Vers cinq heures, elles pénétrèrent dans les quartiers ouest et, à six heures, elles avaient atteint la zone barricadée et essuyé les premiers tirs. Des tireurs embusqués firent leur apparition sur les toits, ce qui ajouta une troisième dimension au Cordobazo, celle d'une insurrection urbaine conduite par des groupes plus organisés et motivés par des visées politiques plus claires, voire révolutionnaires. La survenue de ces groupes, non prévue dans le déroulement du mouvement, demeure l'aspect le plus controversé du soulèvement. Le régime tentera par la suite d'attribuer le Cordobazo à ces seuls acteurs, à un complot soigneusement orchestré par la gauche révolutionnaire avec le soutien de l'Internationale communiste. Un tel scénario servait naturellement les intérêts du régime et visait à faire croire que la contestation n'était pas due à la colère du peuple mais à une sinistre cabale révolutionnaire. Or, au regard du nombre de participants et des causes sous-jacentes du soulèvement, le volet insurrectionnel du mouvement représentait un aspect relativement mineur du Cordobazo quand on le compare à la manifestation des travailleurs et des étudiants ou à la révolte du peuple de Córdoba. On ne peut toutefois le passer sous silence en en faisant

un simple mouvement d'humeur contre une dictature blessée à mort ; son existence même mérite quelques explications.

Pour les ouvriers, les étudiants, les citoyens ordinaires et les militants politiques, l'élément unificateur du Cordobazo résidait dans l'opposition au régime. Presque tous les groupes et les couches de la société souffraient de la suppression de toute forme d'expression politique par le gouvernement Onganía. La disparition des libertés politiques était peut-être plus durement ressentie à Córdoba que partout ailleurs dans le pays, à cause du haut niveau de conscience et de participation politiques existant chez les acteurs sociaux autres que les partis politiques établis – notamment les étudiants, le clergé radical, et les petits partis et organisations marxistes – qui exprimaient ouvertement leur opposition au régime en 1969. Il faut également citer les militants locaux des partis radical et péroniste, dont beaucoup avaient vu leur carrière et leurs aspirations politiques brutalement anéanties par le coup d'État de 1966. L'interdiction de toute forme d'activité politique les avait poussés dans la clandestinité, maigre succédané d'une libre participation à la vie politique. Par conséquent, les tireurs embusqués qui résistaient à l'avance de l'armée ne comprenaient pas seulement des membres des partis marxistes mais également des radicaux et des péronistes [41].

Prises de court par les événements, les organisations politiques de la ville ne s'associèrent au soulèvement que tardivement, dans l'improvisation et le désordre le plus complets, ce qui montre bien le caractère spontané du mouvement. D'autre part, elles manquèrent clairement de préparation pour pouvoir répliquer à l'imposante puissance de feu de l'armée. Leurs fusils de chasse de petit calibre, pistolets et cocktails Molotov n'étaient pas de taille à lutter contre les chars, bazookas et mitrailleuses de l'armée. Leur arrivée dans le Barrio Clínicas et d'autres parties de la ville en fin d'après-midi et la résistance qu'elles opposèrent tout au long de la nuit jouèrent cependant un rôle dans le soulèvement et intensifièrent la violence, la plupart des morts n'ayant eu lieu qu'après que les tireurs embusqués eurent commencé à freiner l'avance de l'armée.

Les tirs venus des toits du Barrio Clínicas ne purent finalement pas stopper la progression des soldats mais réussirent à la retarder. Des heures durant, les commandants de l'armée, surpris par l'importance numérique de la révolte et mis dans l'embarras par la présence inattendue d'une résistance armée, même modeste, hésitèrent et reportèrent l'assaut final des quartiers. Leur première tentative d'incursion dans le Barrio Clínicas au cours de la soirée incita l'armée à la prudence :

> « On s'est dirigé vers la rue Santa Rosa (rue qui traverse le Barrio Clínicas) [...] et de là on est revenu à l'avenue Colón parce qu'il nous a suffi de pénétrer dans le Barrio Clínicas sur une distance d'un pâté et demi de maisons pour nous retrouver en enfer, avec les tirs, les feux, etc. On a passé presque la moitié de la nuit sous les camions et les voitures tellement on avait peur ; les tirs n'arrêtaient pas et on ne savait pas dans quelle direction riposter. » [42]

Un peu avant onze heures du soir, des ouvriers de Luz y Fuerza entrèrent dans la centrale de Villa Revol, principale source d'électricité de Córdoba, et plongèrent la ville dans l'obscurité. Le black-out faisait partie d'un plan de secours élaboré par Tosco et la direction de Luz y Fuerza durant la nuit du 28 sans consultation des autres syndicats dans l'éventualité où le mouvement de rue et la répression des forces de sécurité se prolongeraient [43]. Ainsi, pendant plusieurs heures, la ville fut plongée dans le noir complet. Sur fond d'échanges de tirs, les manifestants communiquaient entre eux en se branchant sur les lignes téléphoniques pour signaler les mouvements de troupe, tandis que les commandants de l'armée, passablement nerveux, discutaient de la marche à suivre.

Une fois le courant rétabli, vers une heure du matin, l'armée relança son attaque contre le Barrio Clínicas. Ce quartier demeura le centre stratégique de la contestation même si les secteurs situés au nord et à l'est de Córdoba s'imposèrent comme de nouvelles zones de troubles, le soulèvement s'étant apparemment étendu à la périphérie de la ville, où la présence militaire était faible.

À l'aube du 30 mai, jour de la grève nationale décrétée par la CGT, Córdoba était une ville assiégée. Des coups de feu sporadiques se faisaient entendre et les tireurs embusqués du Barrio Clínicas continuaient de résister, mais l'armée avait posté des troupes à des points stratégiques dans toute la ville et se déplaçait dans de gros blindés. Tandis que des fantassins étaient mobilisés pour lancer l'assaut final contre le Barrio Clínicas, les défilés programmés pour la grève générale nationale de ce jour-là s'attirèrent la sympathie de la plus grande partie de la population et bloquèrent les rues du centre-ville, obligeant les commandants des forces armées à retarder de nouveau l'écrasement de la résistance. Cependant, à l'issue des défilés, les troupes s'emparèrent enfin du Barrio Clínicas, instaurèrent un nouveau couvre-feu et entrèrent de force dans les locaux des principaux syndicats ayant participé au soulèvement, avant d'arrêter Tosco, Torres et plusieurs autres dirigeants syndicaux, et d'ajouter leurs noms à la liste des centaines de travailleurs déjà emprisonnés ou en voie de l'être. Après deux jours de contestation et de violence, le Cordobazo avait pris fin. La révolte avait provoqué d'énormes dégâts matériels et s'était soldée, selon les chiffres officiels, par douze morts et quatre-vingt-treize blessés ; mais le bilan effectif était nettement plus lourd, de l'ordre de soixante morts [44]. Le Cordobazo créa immédiatement une rupture dans la politique nationale.

L'impopulaire Caballero renonça à ses fonctions de gouverneur et la position du régime s'en trouva sensiblement affaiblie. Onganía dépendait désormais entièrement de l'armée pour rester au pouvoir ; son gouvernement se révélant incapable de rétablir son autorité après le soulèvement de Córdoba, il fut obligé de démissionner un an plus tard.

La « mémoire populaire »

Les témoignages oraux recueillis après le Cordobazo font apparaître certains thèmes récurrents dans les souvenirs des personnes ayant participé aux événements de mai 1969, souvenirs qui, accompagnés d'une reconstitution historique minutieuse, aident à décrypter le sens profond du soulèvement. Une de ces images récurrentes est le rôle d'accélérateur joué par l'autoritarisme du régime, le sentiment d'exclusion généralisé ressenti par tous les groupes et couches de population du pays dans les domaines économique, social et, surtout, politique. À la différence du Viborazo, deuxième grand mouvement de contestation urbaine qui allait secouer de Córdoba en mars 1971, les événements de mai 1969 ne répondaient pas un désir de changement du système, ni à des revendications anticapitalistes explicites. Les sentiments de cette nature, qui certes prenaient de l'ampleur depuis dix ans, demeuraient embryonnaires et n'avaient pas constitué le moteur du Cordobazo.

Ils apportaient peut-être un fondement idéologique à l'opposition de certains manifestants mais n'étaient pas déterminants chez la plupart d'entre eux, même si la destruction des locaux d'entreprises étrangères comme Xerox et Citroën a révélé la présence d'un certain « imaginaire » anti-impérialiste dans le soulèvement, les motifs politiques invoqués manquant encore d'un contenu idéologique pleinement élaboré mais servant, peut-être inconsciemment, d'aiguillon émotionnel à la révolte [45]. Toutefois, la principale image qui est restée dans la mémoire des participants est celle d'une manifestation de masse, dans laquelle toutes les différences, tant politiques que sociales, furent momentanément éclipsées. C'est cela qu'Alberto, l'étudiant manifestant, a surtout retenu, comme beaucoup de participants, du Cordobazo :

> « Dans mon quartier, Guemes, presque tout le monde était descendu dans la rue. Y compris des gens qu'on ne se serait pas du tout attendu à voir dans la manifestation. […] Il y avait énormément de monde, des foules de gens […] des voisins ordinaires qui ne s'occupaient habituellement pas de politique. » [46]

Dans le cas de la classe ouvrière, l'illégitimité du gouvernement tenait indéniablement à la conjugaison de son autoritarisme politique et d'une politique économique qui nuisait à ses intérêts propres. Pour les travailleurs, le régime avait différé, et désormais ajourné, sa réponse à leur revendication ancienne d'une levée de l'interdiction du péronisme. Le ressentiment qui couvait dans leurs rangs depuis l'époque de la

Résistance à cause de la mise au ban de la société du péronisme ne fit qu'empirer lorsque la politique économique du régime entraîna rationalisations, fermetures d'usine et licenciements. En fait, pour l'ensemble de la classe ouvrière de Córdoba, mais spécialement pour les travailleurs de l'automobile, les griefs politiques et économiques ne faisaient certainement plus qu'un, comme le montre l'entremêlement des deux thèmes dans les analyses du Cordobazo qui caractérisent de nombreux témoignages de travailleurs. Dans un témoignage instructif à cet égard, Mizael Bizzotto, délégué syndical à IKA-Renault, déclarait :

> « L'année 1969 a été marquée par une crise politique, des déceptions politiques et une démoralisation imputables à la persécution terrible dont les travailleurs et le mouvement péroniste faisaient l'objet, avec des gens dans l'impossibilité d'exprimer la moindre opinion politique, de dire ce qu'ils pensaient, privés de leurs droits. […] La principale raison pour laquelle nous abandonnions les usines résidait dans des revendications économiques. […] Notre participation était d'ordre politique, nos idées politiques à ce sujet étaient très claires. » [47]

L'identité péroniste de la classe ouvrière locale, cependant, a eu pour conséquence de renforcer le sentiment d'exclusion dû au report permanent, par Onganía, du retour du péronisme à la légalité, plus qu'elle n'explique directement la révolte proprement dite, si l'on tient compte de l'absence de slogans péronistes ou des symboles péronistes traditionnels pendant le Cordobazo. On n'a apparemment entendu personne, par exemple, réclamer le retour d'exil de Perón, et très peu d'ouvriers interrogés ont attribué leur participation à leur défense de la cause péroniste en elle-même, facteur qui aide clairement à expliquer l'unité des syndicats de Córdoba malgré tout ce qui les divisait. La mobilisation des travailleurs était le fruit, à Córdoba, d'une tradition de militantisme ouvrier dont l'identité péroniste et l'interdiction frappant le péronisme faisaient partie intégrante, mais l'objet de la contestation était le gouvernement Onganía lui-même.

L'opposition politique de la classe ouvrière, dans le souvenir des observateurs et selon la réalité historique concrète, n'était pas pour Perón mais contre la dictature :

> « Le Cordobazo fut essentiellement une révolte à caractère politique, mais politique au sens large, pas sectaire, motivée par la volonté d'en finir avec la dictature. » [48]

Les convictions politiques distinctes des étudiants furent également mises en sourdine. La plupart de ceux qui fréquentaient l'université de Córdoba, secteur de la société locale où le gauchisme était le plus fort, s'opposaient eux aussi au régime et se joignirent à la mobilisation pour des motifs pas nécessairement révolutionnaires. Nora, étudiante en première année au moment du Cordobazo, fait écho aux souvenirs d'autres étudiants pour lesquels le monde douillet de l'université lui-même avait nourri suffisamment de doléances pour galvaniser l'opposition étudiante au régime qui déboucha en fin de compte sur la manifestation :

> « Après Onganía, on ne pouvait plus rien dire à l'université, ce qui a amené les étudiants à réfléchir sur ce que disaient leurs camarades plus politisés, […] sur le fait que certains professeurs avaient un poste uniquement parce qu'ils avaient des relations et pas du tout parce qu'ils étaient qualifiés pour enseigner. Les gens ont pu voir que la politique universitaire du gouvernement était une catastrophe. » [49]

En outre, l'alliance entre les ouvriers et les étudiants née au sein de la CGTA et qui s'exprima dans la rue

durant le Cordobazo ne dénotait pas forcément une affinité idéologique avec les courants radicaux qui germaient parmi les étudiants. Voici le point de vue de Fernando Solis, travailleur à IKA-Renault :

> « Dans les années qui ont conduit au Cordobazo, en 1967 et 1968, on trouvait toujours des étudiants aux portes de l'usine qui distribuaient des tracts. Les travailleurs ne les repoussaient pas et ne les approuvaient pas non plus. Pour eux, les étudiants appartenaient simplement à un autre monde. » [50]

Ce qui explique une autre image qui revient souvent : personne n'avait l'impression que l'on ait participé à une sorte de mouvement révolutionnaire contre le pouvoir de l'État ni ne pensait que cette révolte avait été autre chose que l'expression d'un mécontentement à l'encontre du régime, d'une protestation qui avait rassemblé l'opposition à Onganía et transcendé les différences sectaires. Les rivalités politiques et idéologiques existant dans la société de Córdoba et, plus généralement, de l'Argentine, et qui allaient vraiment devenir virulentes dans les années postérieures au Cordobazo, n'étaient pas présentes dans le soulèvement de 1969.

De même, chez les ouvriers, il n'y avait aucune distinction entre les branches d'industrie, aucune différence entre les travailleurs de l'automobile réputés plus militants et le reste de la classe ouvrière. Les ouvriers du SMATA avaient joué un rôle déterminant dans l'organisation de la grève générale du 29 mai et formaient le plus fort contingent de manifestants, mais le Cordobazo avait trouvé un écho chez tous les travailleurs de la ville. Pour Rodolfo, jeune prêtre revenu récemment d'Europe où, séminariste, il avait été fortement influencé par les théologiens de la libération, la participation massive de la classe ouvrière différenciait nettement le Cordobazo des événements de mai 1968 à Paris, auxquels il avait aussi assisté :

> « À Córdoba, les colonnes qui marchaient sur la ville étaient principalement composées d'ouvriers. […] Dans mon propre quartier vivaient surtout des travailleurs pauvres, pas des ouvriers d'IKA-Renault ou de l'EPEC mais des ouvriers du bâtiment, des mécaniciens de l'automobile, des hommes à tout faire et des domestiques. Même eux sont allés au centre-ville, peut-être juste pour voir, mais ils ont fait le déplacement. » [51]

Enfin, il y a l'image, peut-être celle qui domine, de mauvaises interprétations successives du soulèvement, d'une vision romantique du Cordobazo qui a imprégné par la suite le comportement politique de beaucoup de ses acteurs. Le témoignage de Luis, étudiant qui participa au soulèvement avant de devenir militant du mouvement du Péronisme de base, illustre le sentiment de beaucoup de ceux qui furent profondément et personnellement touchés par les événements des 29 et 30 mai 1969 :

> « Le Cordobazo a pris l'aspect d'une image romantique qui était présente partout. Il a donné naissance à un mythe très puissant […] qui finira plus tard par un bain de sang, qui amènera beaucoup d'entre nous à se faire tuer et, il est vrai, à tuer. […] Il a précipité les choses. » [52]

Conclusion

Le Cordobazo prend racine dans les caractéristiques et la culture politique particulières de Córdoba, qui se sont conjuguées à un contexte historique spécifique pour produire un soulèvement d'une violence inattendue et aux conséquences que personne, même ses propres acteurs, n'aurait pu imaginer. Le régime Onganía exacerba l'opposition de divers groupes et milieux sociaux de la ville dont chacun avait des revendications qui lui étaient propres et qui trouvèrent une cause commune dans la mobilisation de la classe ouvrière locale. Les ouvriers constituèrent le plus gros contingent de manifestants pendant tout le

soulèvement, mais presque toutes les composantes de la société de Córdoba furent représentées dans la rébellion. D'autre part, le Cordobazo fut une révolte spontanée. Si l'on excepte le vague plan concocté par les dirigeants syndicaux et étudiants pour les manifestations du 29 mai, il n'existait pas de stratégie en tant que telle et on était très loin de prévoir la forme que les événements allaient prendre. Le Cordobazo ne peut certainement pas être imputé à des desseins révolutionnaires de la part des travailleurs de l'automobile ou d'autres syndicats de Córdoba. De même, la situation économique ne fut qu'une cause parmi d'autres de l'opposition au régime.

Enfin, du fait des liens étroits entre le programme économique du gouvernement et son caractère autoritaire, la mobilisation fut ressentie et pris davantage la forme d'une opposition politique directe, d'une révolte contre un pouvoir non-démocratique, que d'une lutte idéologique.

Si les causes immédiates du Cordobazo ne furent pas révolutionnaires, ses effets au bout du compte l'ont sans doute été. Le mythe créé autour du soulèvement a servi à accroître le militantisme des travailleurs et a déclenché les luttes ouvrières qui se sont succédé ensuite pendant presque six ans. Bien que les ouvriers, principaux acteurs de la révolte, se soient identifiés au péronisme dans leur grande majorité, le Cordobazo, paradoxalement, a été associé par la suite presque exclusivement à d'autres secteurs du mouvement ouvrier. La gauche marxiste locale s'est appropriée le Cordobazo, et l'a transformé en un mythe asseyant sa légitimité, l'utilisant comme une arme dans l'assaut idéologique contre le monopole péroniste régnant au sein de la classe ouvrière. Les mouvements classistes du début des années 1970 à Córdoba se sont grandement inspirés du mythe du Cordobazo pour leur travail politique dans les usines automobiles locales, renforçant ainsi l'image embellie, toujours présente aujourd'hui, d'une classe ouvrière révolutionnaire à Cordoba [53].

À cause de la complexité des événements et de la confusion qui les a entourés jusqu'à aujourd'hui, la gauche s'est elle-même livrée à diverses interprétations du Cordobazo. Chacun des partis et des organisations de gauche a vu cette révolte à travers son propre prisme idéologique et a bâti son programme révolutionnaire en la prenant pour exemple. Pour le Parti communiste révolutionnaire (PCR) et la Vanguardia Comunista – la gauche maoïste –, elle apportait la preuve du pouvoir latent des masses ainsi que de l'efficacité de la grève générale révolutionnaire et de l'insurrection populaire comme voies les plus sûres vers le socialisme. Pour les trotskystes et marxistes-léninistes au sein du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), cette révolte confirmait la nécessité de créer une forme de parti révolutionnaire pour donner à la classe ouvrière le cadre institutionnel et organisationnel dont elle avait besoin afin ne pas se disperser dans ses actions. Quant au PRT et aux guévaristes des Forces armées de libération (FAL), elle les a convaincus de la nécessité de mettre sur pied en parallèle une stratégie militaire, une armée révolutionnaire, pour faire front dans l'avenir à la répression de l'État. Pour la gauche péroniste, le soulèvement prouvait l'essence révolutionnaire du péronisme et le militantisme de fond inné de la classe ouvrière péroniste, laquelle ne demandait rien d'autre que le retour de son chef historique pour qu'il débarrasse le mouvement des traîtres et des éléments corrompus et qu'il lui permette de retrouver sa vocation révolutionnaire première. La vérité historique qui se cachait derrière le mythe importait moins que le mythe même, et le Cordobazo allait exercer dans les années suivantes une forte influence sur l'imaginaire de la classe ouvrière locale et de la jeunesse de Córdoba. Ce fut la dernière étape – étape décisive – avant le déchaînement de violence que le pays allait connaître dans les années 1970.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3206.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (anglais) : James P. Brennan, et Monica B. Gordillo, « Working Class Protest, Popular Revolt, and Urban Insurrection in Argentina : The 1969 Cordobazo », *Journal of Social History*, vol. 27, n° 3, spring 1994, p. 477-498.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial -

http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3185 - « VENEZUELA - 27 février 1989 : le *Caracazo*.

[2] La référence exacte est : James P. Brennan et Monica B. Gordillo, « Working Class Protest, Popular Revolt, and Urban Insurrection in Argentina : The 1969 Cordobazo », *Journal of Social History*, vol. 27, n° 3, printemps 1994, p. 477-498.

[3] Les deux paragraphes d'introduction, qui resituaient ce texte dans la série d'ouvrages et d'articles dédiés au *Cordobazo* ont été omis – note DIAL.

[4] Voir Oscar Anzorena, *Tiempo de violencia y utopia (1966-1976)* (Buenos Aires, 1988) ; Guillermo O'Donnell, *Modernization and Bureaucratic Authoriarianism* (Berkeley, 1979) ; Gregorio Selser, *El onganiato*, vol. I & II (Buenos Aires, 1986).

[5] *Informe*, Servicio de Documentacion e Informacion Laboral, 85 (mars 1967), p. 12-23.

[6] Archives des Usines Renault, Boulogne-Billancourt. Direction juridique. Carton 0734 3400 « Argentine » dossier « Situation IKA », mémorandum de J. M. Palacios à M. Maison, 16 janvier 1967 ; mémorandum d'A. Copain Mefray à M. Maison, 3 février 1967.

[7] *Informe*, Servicio de Documentación e Información Laboral 89 (juillet 1967), p. 6 ; *Electrum* IV, n° 109 (mars 1967), p. 1-4.

[8] Monica B. Gordillo, « Los prolegomenos del Cordobazo : los sindicatos líderes de Córdoba dentro de la estructura de poder sindical », *Desarrollo Económico* 31 : 122 (juil.-sept. 1991), p. 171-172.

[9] *La Voz del SMATA*, SMATA- Córdoba IV : 32 (nov. 1968), p. 6.

[10] Carlos E. Sanchez, *Estrategias y objetivos de los sindicatos argentinos* (Córdoba, 1973), p. 34 ; I. M. Roldan, *Sindicatos y protesta social en la Argentina. Un estudio de caso : el Sindicato de Luz y Fuerza de Córdoba (1969-1974)* (Amsterdam, 1978), p. 119-120.

[11] Sindicato de Luz y Fuerza de Córdoba, *Memoria y Balance (1966-67)*, pp. 69-71, « La situación económica-financiera de la Empresa Provincial de Energía de Córdoba. Una contribución sindical a su solución », *Electrum* XVI : n° 65 (août 1972), p. 6-11.

[12] Les publications, communiqués et dépliants du SMATA durant toutes les années 1960 sont remplis d'un discours syndical qui présente cette organisation comme le principal dépositaire des traditions péronistes à propos de la protection et du développement des droits fondamentaux au travail. La thématique de la ligne dure fait ressortir de forts courants anticapitalistes clairement enracinés dans la Résistance. Voir, par exemple, *La Voz del SMATA* 1:3 (juin 1964), p. 1-3 et El mecánico 6:5 (nov. 1967), p. 3. Concernant la pérennité des mythes de la Résistance et la conscience politique de la classe ouvrière argentine en général, voir Daniel James, *Resistance and Integration. Peronism and the Argentine Working Class, 1946-1976* (Cambridge, 1988).

[13] James P. Brennan, « El clasismo y los obreros. El contexto fabril del sindicalismo de liberación en la industria automotriz cordobesa, 1970-1975 », *Desarrollo Económico* 32 : 125 (avril-juin 1992), p. 9-12.

[14] Gordillo, « Los prolegomenos del Cordobazo : los sindicatos líderes de Córdoba dentro de la estructura de poder sindical », p. 181-182.

[15] *Clarín*, 12 mai 1969, p. 24 ; « El sindicalismo cordobés en la escalada », *Aquí y ahora* 3:26 (mai 1971), p. 6-15.

[16] *La Voz del Interior*, 7 mai 1969, p. 21.

[17] Gordillo, p. 177-178.

[18] « El sindicalismo cordobés en la escalada », *Aquí y ahora*, p. 6-15.

[19] Gordillo, p. 184-185 ; Roldán, *Sindicatos y protesta social en la Argentina*, p. 133-145.

[20] Ramón Cuevas et Osvaldo Reicz, « El movimiento estudiantil : de la Reforma al Cordobazo », *Los libros* 21 (août 1971), p. 17-18.

[21] Claudia Hilb et Daniel Lutzky, *La nueva izquierda argentina : 1960-1980* (Buenos Aires, 1984), p. 20 ; Richard Gillespie, *Soldiers of Peron. Argentina's Montoneros* (Oxford, 1982), p. 52-60.

[22] Cuevas et Reicz, « El movimiento estudiantil : de la Reforma al Cordobazo », p. 17-18.

[23] CGT 1:1 (mai 1968), p. 1 ; CGT 1:2 (mai 1968), p. 1 ; CGT 1:10 (juillet 1968), p. 2.

[24] « Declaración de Córdoba », délégation régionale, 21 mars 1969.

[25] *La Voz del Interior* (Córdoba), 23 mars 1969, p. 34 ; *La Voz del Interior* (Córdoba), 6 mai 1969, p. 11 ; *La Voz del Interior* (Córdoba), 21 mai 1969, p. 10 ; Agustin Tosco, « Testimonio del cordobazo », *Presente en la lucha de la clase obrera. Selección de trabajos* (Buenos Aires, 1984), p. 37-55.

[26] *Informe*, Servicio de Documentación e Información Laboral 111 (mai 1969), p. 11.

[27] Cependant, le rôle joué par l'annulation du « sábado inglés » [« samedi anglais »] parmi les causes du Cordobazo a été nettement exagéré. Cette exagération est présente dans les interprétations qui font de l'aristocratie ouvrière ou de l'avant-garde ouvrière le moteur du soulèvement, interprétations avec lesquelles nous sommes en désaccord. La suppression du « sábado inglés » par le gouvernement s'appliquait uniquement aux travailleurs entrés dans les entreprises après l'abrogation de la loi. N'étaient pas touchés les ouvriers déjà en poste, chez IKA-Renault et dans les autres entreprises provinciales où cette journée était payée. Le rôle joué par l'annulation du « sábado inglés » dans le Cordobazo a donc été moins marqué qu'on ne le pense généralement. En revanche, cette décision a constitué un évènement supplémentaire augmentant encore les tensions dans la ville à un moment critique. Elle a accentué encore le mécontentement de la classe ouvrière contre un gouvernement largement perçu comme hostile à ses intérêts.

[28] *Jerónimo* 1, 10 (20 mai 1969).

[29] Daniel Villar, *El Cordobazo* (Buenos Aires, 1971), p. 12 ; Jorge Bergstein, *El cordobazo. Testimonios, memorias, reflexiones* (Buenos Aires, 1987), p. 58-59.

[30] Entretiens, Eplidio Torres, secrétaire général du SMATA de Córdoba, Córdoba, 25 juillet 1985 ; Miguel Correa, secrétaire général de la CGT des Argentins, délégation de Córdoba, 3 juillet 1985 ; Alfredo Martini, vice-président de l'UOM de Córdoba, Córdoba, 20 juillet 1987.

[31] « Paro Nacional », directive syndicale, 28 mai 1969, SMATA-Córdoba, archive du SMATA, SMATA-Córdoba, volume *Volantes, Comunicados y Diarios del SMATA, 1969*.

[32] On trouvera des récits du Cordobazo, dont le degré d'exactitude varie, chez les auteurs suivants :

Roque Alarcón, *Cordobazo* (Buenos Aires, 1989) ; B. Balve et B. Balve, *El '69. Rosariazo-Cordobazo-Rosariazo* (Buenos Aires, 1989) ; Jorge Bergstein, *El Cordobazo* (Buenos Aires, 1987) ; M. Bravo Tedin et G. Sarria, *El cordobazo, un grito de la libertad* (La Rioja, 1989) ; Daniel Villar, *El Cordobazo* (Buenos Aires, 1971). Pour reconstituer et analyser l'événement, nous nous sommes fondés principalement sur les témoignages oraux d'ouvriers, d'étudiants et de gens de la classe moyenne ayant participé au soulèvement, seules traces qui nous restent du Cordobazo en dehors des articles de presse.

[33] Entretien, Fernando Solis, employé administratif à l'atelier de forge d'IKA-Renault, Córdoba, 10 août 1989.

[34] Entretien, Luis Rubio, étudiant en sciences de l'ingénieur, Córdoba, 22 mai 1990.

[35] Et naturellement, du fait de la forte cohésion existant entre ouvriers et étudiants durant ces mois à Córdoba et ailleurs dans le pays, il n'y a pas eu non plus, au cours du Cordobazo, de marque de ressentiment de la classe ouvrière à l'encontre les étudiants, comme on a pu en observer pendant les événements des 17 et 18 octobre 1945. Les insultes et persiflages – comme « des espadrilles, oui, des livres, non ! » – proférés contre les étudiants et la rancœur générale de la classe ouvrière à l'endroit de l'élite et des intellectuels qui caractérisa les événements des 17 et 18 octobre n'ont pas eu d'équivalent lors du Cordobazo. Voir Daniel James, « October 17th and 18th : Mass Protest, Peronism and the Argentine Working Class », *Journal of Social History* (printemps 1988) : 445, p. 452-454.

[36] Entretien, Alberto, étudiant, Córdoba, 22 septembre 1989.

[37] Entretiens, Alejo Simo, président de l'UOM de Córdoba, Córdoba, 30 juin 1985 ; Alfredo Martini, vice-président de l'UOM de Córdoba, Córdoba, 20 juillet 1987.

[38] Entretien, Elpidio Torres, président du SMATA-Córdoba, Córdoba, 25 juillet 1985.

[39] Entretien, Jorge Sanabria, étudiant, Córdoba, 12 août 1989.

[40] Agustin Tosco, témoignage enregistré des événements du Cordobazo, vers 1972, siège de Luz y Fuerza, Córdoba.

[41] Agustín Tosco, témoignage enregistré sur les événements du Cordobazo, vers 1972, siège de Luz y Fuerza, Córdoba. Les propos de Tosco sur ce point sont catégoriques, et confirmés par le témoignage oral de militants radicaux et péronistes.

[42] Entretien, Osvaldo, étudiant en sciences de l'ingénieur qui effectuait son service militaire au moment du Cordobazo, Córdoba, 10 août 1989.

[43] Agustín Tosco, témoignage enregistré sur les événements du Cordobazo, siège de Luz y Fuerza, Córdoba. Entretien, Felipe Alberti, membre du bureau directeur de Luz y Fuerza, Córdoba, 22 juillet 1985. Entretien, Oscar Alvarez, membre du bureau directeur de Luz y Fuerza, Córdoba, 5 août 1987.

[44] Daniel Villar, *El Cordobazo* (Buenos Aires), p. 96 ; *La Voz del Interior* (Córdoba), 31 mai 1969, p. 13 ; *La Voz del Interior* (Córdoba), 1er juin 1969, p. 16.

[45] Dans l'ensemble, les interprétations du Cordobazo qu'ont les deux auteurs concordent, suffisamment du moins pour s'être sentis à l'aise de co-écrire un article sur le soulèvement. C'est ici peut-être leur point de divergence le plus important. James Brennan met beaucoup plus l'accent sur les particularités de la société de Córdoba, conjuguées à la situation spécifique de la dictature Onganía, pour expliquer les événements de mai. Monica Gordillo, quant à elle, affirme que, outre ces facteurs, une « culture de la résistance » était en gestation dans la ville durant les années 1960 et que certains « imaginaires » politiques, parmi lesquels par exemple un sentiment proto-révolutionnaire chez les

étudiants, étaient également présents dans la mobilisation.

[46] Entretien, Alberto, étudiant, Córdoba, 22 septembre 1989. James Brennan pense aussi que des sentiments de ce type étaient présents dans le Cordobazo, en expliquant toutefois qu'il convient de ne pas surestimer leur influence sur le mouvement de 1969 car ce serait confondre l'idéologie des années 1970 avec celle des années 1960 et négliger l'importance de la culture politique libérale qui était celle de la majorité des étudiants de l'université de Córdoba en 1969.

[47] Entretien, Mizael Bizzotto, délégué syndical à IKA-Renault, Córdoba, 15 août 1989.

[48] Entretien, Miguel A. Contreras, président du Parti communiste de Córdoba, Córdoba, 23 novembre 1989.

[49] Entretien, Nora, étudiante, Córdoba, 22 juillet 1989.

[50] Entretien, Fernando Solis, employé administratif à l'atelier de forge d'IKA-Renault, Córdoba, 10 août 1989.

[51] Entretien, Rodolfo, prêtre de paroisse et membre du mouvement des « Sacerdotes del Tercer Mundo » [« Sacerdotes du tiers-monde »] à Córdoba, Córdoba, 1er septembre 1989. Selon ce qui ressort de son témoignage, le Cordobazo fut un soulèvement qui rassembla presque toute la classe ouvrière de Córdoba, et pas seulement la supposée élite ouvrière de l'industrie automobile locale. En fait, un des rares secteurs du monde ouvrier qui ne participa pas massivement à la révolte furent les travailleurs de Fiat, qui étaient encore étroitement encadrés en 1969 par le syndicat de leur établissement, SITRAC-SITRAM, et que les autres syndicats n'avaient donc pas consultés pour la préparation de la grève générale du 29 mai. Seule une poignée d'ouvriers de Fiat se rendit au centre-ville pour défiler.

[52] Entretien, Luis, étudiant, Córdoba, 3 mars 1990.

[53] Brennan, « El clasismo y los obreros. El contexto fabril del sindicalismo de liberación en la industria automotriz cordobesa », p. 15-19.